

La réputation organisationnelle de l'Etat fédéral dans un contexte général de malaise politique

Daniel Carpenter
Harvard University

Résumé

Après un demi-siècle de critique presque continuelle, les organes qui composent l'État fédéral aux États-Unis souffrent aujourd'hui d'un profond malaise en termes de réputation. La loyauté des citoyens, les marques de respect social, l'attractivité en ce qui concerne le recrutement de jeunes fonctionnaires, tous ces éléments positifs de la relation des américains avec l'État fédéral semblent disparaître. En même temps, on constate que certaines agences fédérales jouissent d'une meilleure réputation que d'autres. Pendant un moment, au cours de la crise financière et économique de 2007-2008, certaines agences fédérales ont même bénéficié d'un regain de popularité. Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette évolution ? En ce qui concerne la période actuelle, faut-il s'attendre à une renaissance des attentes du citoyen à leur égard, ou même une réaction du « *deep state* », face aux critiques des tenants de M. Bannon et du Président Trump ? Ou bien la société américaine est-elle condamnée à la constante détérioration de l'image des organisations qui composent l'État fédéral ? Le présent article montre que la défiance des citoyens américains à l'encontre de l'État fédéral est profondément ancrée dans une société marquée par les clivages partisans et une longue tradition de dénigrement.

Abstract

After a half-century of near-continual attack, the agencies of the American federal government suffer from a deep reputational malaise. Citizen fidelity, marks of cultural respect, the attractiveness of federal service to young workers – all of these once positive dimensions have waned. At the same, it appears that some agencies have a better reputation than others, and some have gained in observed popularity even in the wake of the economic crisis of 2007-2008. For the present, will there be a rebound in confidence in federal agencies, or instead a continued reaction to the phenomenon of a “*deep state*” in the face of critiques from Trump and his advisers? The present essay suggests that the mistrust of American citizens in the federal government is deeply embedded in a society rent asunder by partisan cleavages and, beyond that, a long pattern of state disparagement.

Mots clef

Etat fédéral, agences fédérale, Présidence Trump, réputation organisationnelle

Keywords :

Federal government, federal agencies, Trump Administration, organizational reputation

Need to be written in English based upon the French version

Same for key words

Nous sommes à l'orée d'une crise aussi ambiguë qu'inédite. Sous la présidence de Donald Trump, les organisations qui composent l'État fédéral aux États-Unis se trouvent attaquées, mises en doute et affaiblies dans toutes les dimensions de leurs activités. L'évolution du malaise que connaissent actuellement les agences fédérales est au cœur de l'analyse proposée dans le présent article, lequel montre à la fois la continuité entre des développements récents et l'existence d'un déclin sur le long terme, c'est-à-dire depuis l'après-guerre, de l'image de l'État fédéral américain. A l'encontre de cette tendance générale, il fait toutefois ressortir l'amélioration de la réputation de certaines agences, et la reprise (même modeste) de la popularité de la fonction publique parmi les jeunes citoyens américains.

Le constat : un effondrement de la confiance dans l'administration fédérale

Il n'y a encore pas si longtemps, le peuple américain regardait l'état fédéral avec circonspection mais aussi respect. Même pendant la présidence Nixon et la guerre de Vietnam, plus de la moitié

des citoyens se disait « avoir confiance dans le gouvernement et en Washington, tout le temps ou la plupart du temps » selon un sondage effectué à intervalle régulier (voir Graphique 1). Or, aujourd’hui, les organisations qui composent l’Etat fédéral aux Etats-Unis semblent souffrir d’un profond malaise en termes de réputation. Que cela soit le Département des Affaires des Vétérans le *Department of Veteran Affairs* (Swanson 2014, Moore 2015), l’Agence de Protection de l’Environnement, l’*Environmental Protection Agency*, l’Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux, la *Food and Drug Administration* » (Carpenter 2010, chapitre 12), ou le FBI (Brenan et Ander 2018) – la plupart des agences administratives fédérales connaissent aujourd’hui un déficit de considération de la part de la population.

Les agences fédérales peuvent être rattachées à la branche exécutive, à la branche législative (par exemple le *Government Accountability Office*, ou le *Government Publishing Office*), ou à la branche judiciaire (par exemple les cours spéciales) du gouvernement. Pour les seules agences relevant de la branche exécutive, la difficulté à arrêter une définition est bien rendue par le fait que dans les publications gouvernementales, chaque liste d’agences fédérales est différente. Par exemple, la liste publiée par l’organisme chargé de promouvoir la transparence, FOIA.gov, répertorie 118 agences exécutives distinctes qui respectent les exigences de la *Freedom of Information Act* imposées à chaque agence fédérale. Il s’agit là d’une approche restrictive en matière de définition possible, car l’*United States Government Manual* publié par l’*Office of the Federal Register* répertorie quant à lui 305 unités uniques ou sous-composantes en tant qu’agences. De son côté le site USA.gov, portail internet officiel de l’administration fédérale répertorie plus de 600 ministères et organismes gouvernementaux (Conference of the United State Executive agencies, 2018, 12).

Certaines agences se rattachent difficilement à l’une ou l’autre de ces trois branches. C’est la raison pour laquelle le terme plus large de “*federal executive establishment*” est utilisé pour faire référence à la diversité existante et pour contourner le fait que de nombreuses entités fédérales ne se rattachent pas clairement à la branche exécutive.

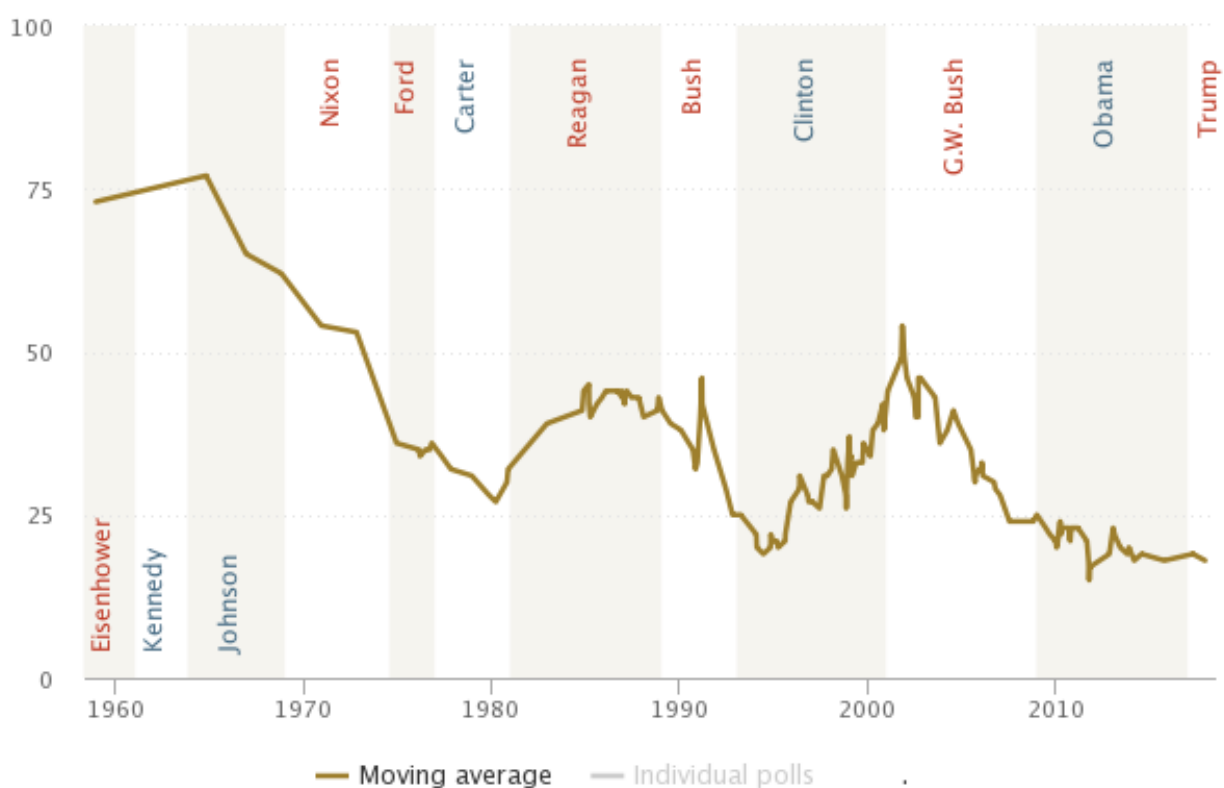
Le tableau situé en annexe de cet article fournit une liste non exhaustive des principales agences avec un certain nombre d’indications clef les concernant (date de création, nombre d’employé, budget, structure de rattachement).

Après le scandale du Watergate qui a entraîné la démission de Président Richard Nixon en 1974, la confiance des citoyens dans les institutions publiques a chuté. Après un regain de popularité pendant la décennie 1990, le niveau de confiance des citoyens dans leur gouvernement et institutions fédérales a de nouveau décliné pendant la guerre en Iraq et la crise financière de 2007-2008. L’effondrement du taux de confiance des citoyens dans les institutions fédérales sur un demi-siècle s’inscrit dans le contexte des changements économiques et sociaux de l’après-guerre – une tendance conforme au modèle d’espérance-infirmité (« *expectancy-disconfirmation model* », cf. Morgeson 2013) qui mesure la différence entre les attentes des citoyens et leur perception des résultats et son effet sur leur niveau de satisfaction. Aujourd’hui, moins d’un citoyen sur quatre affirme avoir confiance dans le gouvernement fédéral.

Graphique 1 : Évolution de la confiance des citoyens dans les institutions gouvernementales au fil des présidences successives (1957 – 2019)¹

Public trust in government near historic lows

% who trust the govt in Washington always or most of the time



PEW RESEARCH CENTER

Or, au-delà des crises du passé, les doutes de l'opinion publique concernant l'appareil d'Etat se sont rapidement transformés en soupçons de partialité idéologique. Vingt ans seulement après l'attaque terroriste de Oklahoma City contre un bâtiment fédéral – dans laquelle plus de cent cinquante personnes ont péri et plus de cinq cent personnes ont été blessées – une autre image de l'État américain apparaît ou refait surface : une image bien moins anodine, celle d'un monstre qui pousserait les citoyens à la révolte, du « deep state » (pour reprendre le concept-sommaire de

¹ Pew Research Center Public Trust in Government: 1958 – 2019 (11 avril 2019). <https://www.people-press.org/2019/04/11/public-trust-in-government-1958-2019/>

Stephen Bannon, ancien conseiller de Président Trump).² Des sondages récents nous montrent que presque un citoyen sur deux voit dans le gouvernement fédéral une forme du « deep state », bien que les caractéristiques de ce concept restent indéfinis et mouvants (voir Figure 2). Pour beaucoup, l'expression renvoie à ce qui serait une coterie cachée de fonctionnaires travaillant en secret et qui échappent à toute responsabilité publique et politique, déterminés à miner la démocratie, à concentrer la richesse pour eux et leurs proches, et à protéger une élite solidement établie. Plus encore que l'accusation d'être inefficace ou morbide, l'Etat fédéral est perçu, par de nombreux citoyens, comme un foyer de conspirateurs. La propagation de cette image qui permet de mettre en cause l'action des fonctionnaires fédéraux et leur compétence de transformer l'État en un ennemi des citoyens.

Graphique 2 : Perception par l'opinion publique de l'existence d'un « Deep state »

² La notion de 'Deep State', que l'on pourrait traduire par "Etat dans l'Etat", est un concept apparu dans les années 1990 en Turquie pour désigner le réseau de personnalités influentes, politiciens, fonctionnaires ou militaires qui, en coulisse, manipulent le Gouvernement officiel et influencent ses décisions pour maintenir, quelle que soient les alternances politiques, leur pouvoir. Il a été utilisé lors de l'élection de Donald Trump par ses conseillers et supporters.

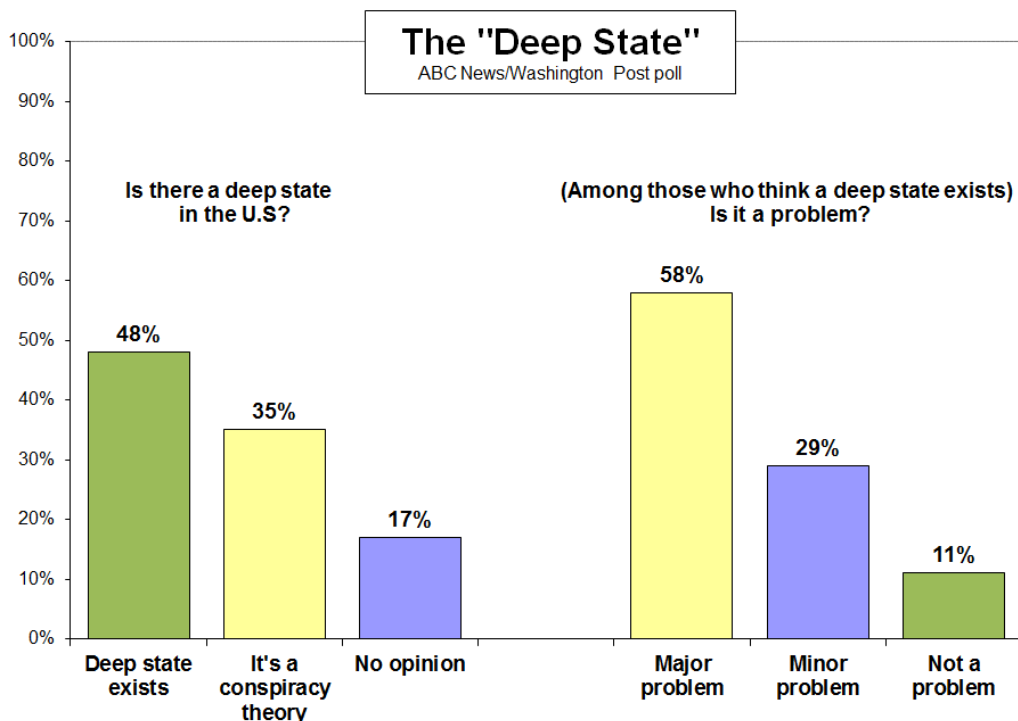


Figure 1 – Attitude de l'opinion publique par rapport au « deep state », 2017 (Sondage du Washington Post/ABC NEWS)

Certes, l'histoire des Etats-Unis fournit plusieurs cas d'agences fédérales qui, par le passé ont été considérées non seulement comme superflues ou injustifiées mais aussi comme nuisibles (Carpenter 2005), comme la « *Bank of the United States* ». Fondée en 1791 avec un mandat de vingt ans, la Bank fut enterrée en 1811 après l'échec du vote de la ré-autorisation, et rebâtie en 1816 (« *Second Bank of the United States* ») comme régulateur de la monnaie nationale (Lomazoff 2012). Vue par les Démocrates et les classes ouvrières émergentes comme l'instrument de domination des classes dirigeantes, la Second Bank voit ses jours terminées par le président Andrew Jackson en 1832 avec son veto du projet de loi en autorisant un deuxième mandat, un geste suivie par la retraite massive des fonds publics par le titulaire de la Bank Nicholas Biddle, une lourde séquence qui déclenche une grande dépression industrielle outre-

Atlantique (Schlesinger 1945; Carpenter et Schneer 2015, Lomazoff 2012),. Mais les enjeux paraissent bien plus importants aujourd'hui.

La présente étude s'inscrit dans deux champs d'analyse. En premier lieu, elle porte sur la notion d'image ou de « réputation organisationnelle »³ (Carpenter 2001a, Carpenter 2010, Carpenter et Krause 2012, Gilad, Maor, et Bloom 2015 ; voir aussi des critiques importantes en Maor 2016), qui s'appuie sur de nombreuses études récentes utilisant les sondages et les méthodes expérimentales (Reddick, Chatfield et Jaramillo 2015, Neilson et Moynihan 2017a, 2017b ; Teodoro et An 2017). Les études sur la réputation organisationnelle prennent en compte le caractère multiforme de l'image des organisations dans l'opinion publique, de même que les différents publics auprès desquelles la réputation organisationnelle se diffuse. L'objectif de cet article étant d'appréhender le degré d'adhésion de l'opinion à l'administration fédérale, nous nous focaliserons principalement sur le sentiment du grand public et chercherons à démontrer dans quelle mesure cette image correspond à la réalité. Par contre, notre étude ne prendra pas en compte les publics particuliers, comme des clientèles locales (Baudot 2013, Baudot 2015). En second lieu, cette étude s'inscrit dans le courant de la littérature académique qui commence à s'intéresser aux enjeux de la présidence Trump (Heidari-Robinson 2017, Schultz 2017, Belton, Krutilla et Graham 2017, Foran 2017). Le phénomène anti-administrative de la présidence Trump s'inscrit dans un contexte d'un néolibéralisme plus âgé et un nationalisme méfiant plus jeune, et la réorganisation proposée et commencée sous Trump paraît plus symbolique et farouchement polarisé qu'efficace.

³ «L'image ou la réputation organisationnelle peut être définie comme un ensemble de croyances dans les capacités d'une organisation, ses intentions, son histoire, ses missions, qui toutes sont profondément inscrites dans un réseau d'audiences multiples » (Carpenter, 2010, p. 26)

L'effet d'une sédimentation des préjugés

L'effondrement – évoqué plus haut - de l'image de l'administration fédérale dans l'opinion publique suit une logique particulière et produit des conséquences néfastes. Les recherches conduites aux États-Unis sur l'opinion publique et sur les agences qui composent l'Etat fédéral montre généralement que beaucoup de choses dépendent de « l'effet de cadrage » lié à la manière dont les questions posées dans sondages sont formulés (« framing effects ») (Olsen 2015). Il en ressort que la tendance à exprimer un jugement négatif est le produit d'un contexte façonné et traversé par les préjugés existants qui agissent de manière unidirectionnelle : quand les citoyens sont confrontés à des informations pourtant univoques et factuelles concernant certaines organisations, leur opinion les concernant peut se dégrader quand les informations sont négatives, alors qu'à l'inverse, elles ne s'améliorent que très rarement de façon significative quand elles sont positives (Neilson et Moynihan 2017a, 2017b ; Olsen 2015 ; Morgeson 2013). La fourniture d'information sur le fonctionnement et l'action de certaines organisations peut donc avoir des conséquences négatives mais rarement positives sur l'opinion publique, ce qui met révèle le scepticisme profond qui règne dans le grand public à l'égard de l'État fédéral.

De plus, on perçoit aujourd'hui les fondements d'un cercle vicieux. A l'exception de l'assurance sociale (*Social security*), de l'assurance santé pour les personnes âgées (*Medicare*) et du budget de la défense, les budgets de l'Etat fédéral diminuent régulièrement. Le nombre de fonctionnaires civils fédéraux est aujourd'hui au même niveau qu'en 1966. Avec toujours moins de moyens, les personnels des entités fédérales sont priés d'accomplir toujours plus, tout en étant eux-mêmes toujours moins payés, moins respectés, et moins nombreux. A cela s'ajoute le fait que la mauvaise réputation organisationnelle dont ils font l'objet peut conduire chez ces personnels à un sentiment de désillusion et à une baisse de motivation (Carpenter et Krause

2012 ; Rho, Yun et Lee 2015 ; Bankins et Waterhouse 2018), à une réduction de l'autonomie (Carpenter 2001a, 2001b), et finalement à des défaillances de la régulation publique (Carpenter et Krause 2015). La manque de réputation laisse les citoyens en attente du désenchantement, approchant l'état et ses organes avec méfiance (l'expectation d'une interaction mauvaise), réduisant l'adhérence des citoyens aux conseils des officiels, et produisant un boucle de rétroaction qui aggrave la malaise de politiques publiques.

Des raisons d'espérer...

Dans le présent contexte plutôt calamiteux, et compte tenu des effets néfastes qu'une réputation organisationnelle négative peut avoir sur le fonctionnement des agences fédérales, il est intéressant de porter un regard différencié sur la situation. Un sondage récent (voir Tableau 1) montre que certaines agences comme La Poste (*U.S. Postal Service*), les « Centres de contrôle et de prévention des maladies » (CDC), ou l'agence spatiale américaine (NASA) bénéficient à nouveau d'une bonne image par rapport à celle qu'elles avaient auparavant. Le cas de la FDA, (l'Agence des denrées alimentaires et des médicaments) présente un cas plus contrasté. Cette agence chargée de la régulation des secteurs du médicament, de l'alimentation et, plus récemment, du tabac, a longtemps bénéficiée d'une réputation très forte (Carpenter 2010), mais cette réputation a récemment diminuée (voir Tableau 1 et, plus récemment, Saad 2019). Comme le réserve fédérale, la FDA et autres agences régulateurs de l'état fédéral sont perçues comme capturées, même si l'évidence pour l'hypothèse de capture reste difficile de fournir systématiquement (Carpenter 2011, Carpenter et Moss 2013)). Ces agences qui voient leur réputation se maintenir ou s'améliorer diffèrent des autres par leur spécificité – même encapsulée dans leurs titres organisationnels, dont le sens communique une fonction plus favorisée (santé,

délivrance du poste, exploration spatiale) par le public. Cette perception favorable fait ressortir le fait que l'image des agences fédérales dépend de la capacité des citoyens à comprendre le service public, à connaître les organisations qui le composent, et les tâches dont elles sont chargées (Bertelli 2017 ; Myers et al 2016).

Il ressort de ce sondage que, tout du moins les huit premières agences citées, le travail qu'elles effectuent est considéré par une majorité de citoyens comme bon, voir excellent. En revanche, le travail réalisé par l'Agence de protection de l'environnement, par l'administration fiscale (*Internal Revenue Service*) ou par l'agence en charge du suivi des anciens combattants (*Veterans administration*) ne semble pas convaincre une partie importante des Américains. Quant à la Veterans' administration, les américains doutent la gestion des soins apportés aux vétérans après des scandales récentes (comme la quarante ou plus vétérans qui ont péri attendant des soins dans l'hôpital VA de Phoenix (Arizona), un fait enterré par les officiels du système (Swanson 2014)). L'agence de protection de l'environnement souffre d'un double malaise – perçue comme capturée et faible par ceux qui veulent agir forte sur l'environnement et farouchement critiquée par ceux (y compris les intérêts pétroliers et leurs employées nombreuses) qui contestent la protection environnementale. Et l'IRS reste bien le souffre-douleur de toute américain qui craint soit le niveau trop haut de la fiscalité, soit l'inégalité des impôts.

Tableau 1: Classement des agences fédérales en fonction du degré de satisfaction à leur égard⁴

: Ratings of Government Agencies			
How would you rate the job being done by ... ?			
	Excellent/Good	Only fair	Poor
	%	%	%

⁴ Sondage GALLUP, 18-19 DÉCEMBRE 2017.

[HTTPS://NEWS.GALLUP.COM/POLL/224804/REPUBLICANS-PUSH-GOVERNMENT-AGENCY-RATINGS-NOT-FBI.ASPX](https://news.gallup.com/poll/224804/REPUBLICANS-PUSH-GOVERNMENT-AGENCY-RATINGS-NOT-FBI.ASPX)

: Ratings of Government Agencies			
How would you rate the job being done by ... ?			
	Excellent/Good	Only fair	Poor
	%	%	%
Services postaux des États-Unis d'Amérique (USPS)	74	19	5
Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC)	66	21	6
Services secrets (USSS)	63	21	5
Département de la sécurité intérieure (DHS)	59	26	10
Bureau fédéral d'investigation (FBI)	58	22	15
Agence centrale du renseignement (CIA)	57	25	9
Agence nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA)	56	22	5
Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA)	55	25	13
Réserve fédérale (Banque centrale)	49	28	8
The Food and Drug Administration (FDA)	46	32	18
Agence de protection de l'environnement (EPA)	46	26	21
Service des revenus internes (IRS)	45	32	19
Agence des vétérans	38	34	24

Une deuxième raison d'espérer se trouve dans le léger regain d'intérêt des jeunes américains pour la fonction publique. Par rapport aux générations précédentes, les américains de la génération dite « du millenium » (c'est-à-dire ceux qui ont atteint l'âge adulte avec le début du 21ème siècle) manifestent un sentiment beaucoup plus favorable et affirmé pour l'administration publique (Rein 2014, Burger 2015). Pourtant, ce regain d'intérêt ne se traduit pas par un engagement sur le long terme au sein du service public (Rein 2014, Burger 2015), puisque les jeunes fonctionnaires ont tendance à quitter leur poste une fois atteint un niveau hiérarchique élevé.

Comment expliquer cette tendance ? Les raisons se trouvent certainement dans un phénomène plus large que l'on peut observer à l'échelle de la société toute entière et qui réside dans la polarisation des citoyens (Teodoro et An 2018). Force est en effet de constater qu'après l'élection de Donald Trump, beaucoup de jeunes fonctionnaires (et parmi eux, en particulier des femmes) ont abandonné la fonction publique – au moins au niveau fédéral – car refusant de travailler pour un président conservateur qui défend un modèle de gouvernement considéré comme un « business » (Foran 2017) et qui recherche énergiquement la privatisation de la chose publique. Au sein de l'opinion publique, (voir Tableau 2), ceux qui se présentent comme étant « Démocrates » et ceux qui se présentent comme étant « Républicains » ont ainsi une opinion passablement différente de certaines agences fédérales.

Tableau 2 : Part de l'opinion publique considérant que les agences fédérales font bien leur travail en fonction des préférences politiques⁵

Ratings of Government Agencies, by Party			
How would you rate the job being done by ... ?			
	Republicans	Democrats	Difference
	%	%	pct. pts.
Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA)	69	48	+21
Département de la sécurité intérieur	68	51	+17
Agence des denrées alimentaires et des médicaments (FDA)	53	45	+8
Services secrets	71	63	+8
Centres de contrôle et de prévention des maladies	72	68	+4
Réserve fédérale (Banque centrale)	53	50	+3
Agence centrale du renseignement (CIA)	62	60	+2

⁵ Sondage GALLUP, 18-19 DÉCEMBRE 2017, [HTTPS://NEWS.GALLUP.COM/POLL/224804/REPUBLICANS-PUSH-GOVERNMENT-AGENCY-RATINGS-NOT-FBI.ASPX](https://news.gallup.com/poll/224804/REPUBLICANS-PUSH-GOVERNMENT-AGENCY-RATINGS-NOT-FBI.ASPX)

Ratings of Government Agencies, by Party			
How would you rate the job being done by ... ?			
	Republicans	Democrats	Difference
	%	%	pct. pts.
Agence de protection de l'environnement (EPA)	49	47	+2
Agence nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA)	57	58	-1
Service des revenus internes (IRS)	43	51	-8
Agence des vétérans	34	42	-8
Services postaux des États-Unis d'Amérique	66	78	-12
Bureau federal d'investigation (FBI)	49	69	-20
Figures are percentage rating each agency as doing an "excellent" or "good" job			

C'est dans ce contexte de polarisation de l'opinion publique que joue l'effet de la croyance dans l'existence du « *deep state* ». La défiance observée à l'égard du FBI est à cet égard très largement partisane et idéologique. Dans le cadre des affaires ayant entaché l'élection présidentielle de novembre 2016, cette agence a en effet conduit une enquête sur le Président Trump lui-même⁶. Les Républicains portent ainsi un regard beaucoup plus critique que les Démocrates sur le fonctionnement du FBI (20 points de différence) (voir aussi Brenan et Ander 2018). A l'inverse, le département de la sécurité intérieur créé en novembre 2002 sous la présidence de George W. Bush suite aux attentats du 11 septembre bénéficie d'une opinion beaucoup plus favorable chez les sympathisants républicains que chez les démocrates (+17 points). Il en va de même de la FEMA en charge de la gestion des crises et des catastrophes naturelles. Dans les yeux des afro-américains et beaucoup de démocrates, la FEMA reste

⁶ A noter toutefois, que le FBI s'est également penché sur le comportement d'Hillary Rodham Clinton quand elle servit comme Secrétaire d'Etat sous la présidence Obama.

toujours ternie par la mauvaise gestion du réponse à l'ouragan Katrina, mais beaucoup de républicains (particulièrement ces blancs qui habitent au Sud des États-Unis) voient dans la FEMA un agence qui porte des soins efficaces en cas d'urgence. Quant à la CIA, la faible différence entre opinions démocrates et républicains s'agit probablement du fait que son travail et sa réputation sont plus internationales et sont souvent célébrés dans les films et media. La popularité légère qui caractérise les autres agences de surveillance et de renseignement de l'état fédéral (comme le NSA) s'explique de manière semblable (Reddick, Chatfield et Jaramillo 2016).

Conclusion

La crise de réputation organisationnelle de l'Etat fédéral fournit la matière pour un nouvel agenda de recherche. Cela fait maintenant près de deux décennies que les études se focalisent essentiellement sur l'attitude des citoyens et l'image qu'ils ont de l'État fédéral et de la fonction publique. Mais la grande majorité des travaux de recherche traitent des opinions sur l'efficacité des services publics ou sur des considérations budgétaires. Aux limites récemment identifiées dans l'approche « réputationnelle » – comme la manque de recherche sur le lien ambiguë entre la réputation des leaders et la réputation des agences (Maor 2016) – on peut en ajouter une autre : le manque de recherche sur les raisons et les conséquences de la profonde défiance et des jugements tranchés qui s'expriment à l'égard des agences qui composent l'Etat fédéral. La question est en effet de savoir dans quelle mesure les citoyens américains voient l'État comme un ennemi masqué et conspirateur ou surtout comme une organisation inefficace.

Ajouter annexe avec tableau principales agence ate fondation, domaine compétence et nombre agents + budget

REFERENCES

- AUBY, Jean-Bernard. « Remarques préliminaires sur la démocratie administrative » *Revue française d'administration publique* 2011/1 (n° 137-138); doi:10.3917/rfap.137.0013
- BANKINS Sarah, et Jennifer WATERHOUSE. 2018. « Organizational Identity, Image, and Reputation: Examining the Influence on Perceptions of Employer Attractiveness in Public Sector Organizations, » *International Journal of Public Administration* <https://doi.org/10.1080/01900692.2018.1423572>
- BAUDOT, Pierre-Yves. 2013. « Figures de l' local. Une approche relationnelle des politiques du handicap », *Sciences de la société* 90 (2013) 92-109.
- BAUDOT, Pierre-Yves. 2015. « Comment socialiser un instrument d'action publique ? Le cas du système d'information partagé-personnes handicapées (2006-2014) » *Gouvernement et Action Publique* 2015 184-; DOI: 10.3917/gap.152.0025
- BURGER, Rachel. 2014. « Why Millenials Want Government Jobs (and then Quit them) » *The Hill* 15 octobre 2014 ; <http://thehill.com/blogs/congress-blog/labor/220696-why-millennials-want-government-jobs-and-then-quit-them>
- BELTON, Keith B., KRUTILLA Kerry, et GRAHAM John D.. 2017. « Regulatory Reform in the Trump Era, » *Public Administration Review* 77 (5) (September/October 2017) 643-44.
- BERTELLI, Anthony. 2016. « Who Are the Policy Workers, and What Are They Doing? Citizen's Heuristics and Democratic Accountability in Complex Governance, » *Public Performance and Management Review* 40 (2) 208-234.
- BRENAN, Megan, et ANDER Steve. 2018. « Republicans Push Government Agency Ratings Up, but Not FBI, » *Gallup News* (2 de janvier 2018) ; <http://news.gallup.com/poll/224804/republicans-push-government-agency-ratings-not-fbi.aspx>
- BROWN, Gregory, KELLY Maggi et WHITALL Debra. 2013. « Which 'public'? Sampling effects in public participation GIS (PPGIS) and volunteered geographic information (VGI) systems for public lands management, » *Journal of Environmental Planning and Management*, 57 (2) 190-214, DOI: [10.1080/09640568.2012.741045](https://doi.org/10.1080/09640568.2012.741045)
- CARPENTER, Daniel. 2001a. *The Forging of Bureaucratic Autonomy: Networks, Reputations and Policy Innovation in Executive Agencies, 1862-1928* (Princeton: Princeton University Press).

- CARPENTER, Daniel. 2001b. « The Political Foundations of Bureaucratic Autonomy: A Reply to Kernell » *Studies in American Political Development*, 15 (1) (Spring 2001): 113-122.
- CARPENTER, Daniel. 2010. *Reputation and Power: Organizational Image and Pharmaceutical Regulation at the FDA* (Princeton: Princeton University Press).
- CARPENTER, Daniel. 2011. « The Contest of Lobbies and Disciplines: Financial Politics and Regulatory Reform in the Obama Administration, » dans Lawrence Jacobs et Theda Skocpol, eds., *Reaching for a New Deal: Obama's Agenda and the Dynamics of U.S. Politics*, (New York: Oxford University Press and Russell Sage Foundation, 2011).
- CARPENTER, Daniel. 2005. « The Evolution of National Bureaucracy in the United States, » Chapter Two (pp. 41-71) dans Joel D. Aberbach et Mark Peterson, eds., *The Institutions of American Democracy: The Executive Branch* (New York: Oxford University Press, 2005).
- CARPENTER, Daniel, et MOSS David. 2013. *Preventing Regulatory Capture: Special Interest Influence in Regulation and How To Limit It* (New York: Cambridge University Press).
- CARPENTER, Daniel, et KRAUSE George. 2012. « Reputation and Public Administration » *Public Administration Review* 72 (1) (January/February 2012) 26-32.
- CARPENTER, Daniel, et KRAUSE George. 2015. « Transactional Authority and Bureaucratic Politics » *Journal of Public Administration Research and Theory* 25 (1) (2015) 5-25; doi:10.1093/jopart/muu012
- CARPENTER, Daniel, et SCHNEER Benjamin. 2015. « Party Formation Through Petitions: The Whigs and the Bank War of 1832-34 » *Studies in American Political Development* 29 (2) (October 2015), 213-34.
- CONFERENCE OF THE UNITED STATES EXECUTIVE AGENCIES. (2018), Sourcebook of United States Executive Agencies, ed. Jennifer L. Selin and David E. Lewis, Second Edition, October 2018.
- FORAN, Claire. 2017. « Can Trump Fix Government by Running It Like a Business ? » *The Atlantic*, March 29, 2017.
- GILAD, Sharon, MAOR, Moshe et BLOOM Pazit Ben-Nun. 2015. « Organizational Reputation, the Content of Public Allegations, and Regulatory Communication », *Journal of Public Administration Research and Theory*, 25 (2) (April 2015), 451-478.

- HEIDARI-ROBINSON, Stephen. 2017. « Subjecting Donald Trump's War against the Administrative State to Management Science, » *Public Administration Review* 77 (5) (September/October 2017), 641-42.
- LOMAZOFF, Eric. 2012. « Turning (Into) « The Great Regulating Wheel » : The Conversion of the Bank of the United States, 1791-1811, » *Studies in American Political Development* 21 (1) (April) 1-23.
- MAOR, Moshe, et SULITZEANU-KENAN, Raanan. 2016. « Responsive Change : Agency Output Response to Reputational Threats, » *Journal of Public Administration Research and Theory* 26 (1) : 31-44.
- MAOR, Moshe. 2016. « Missing Areas in the Bureaucratic Reputation Framework, » *Politics and Governance* 4 (2) : 80-90.
- MOORE, Colin. 2015. « Innovation without Reputation: How Bureaucrats Saved the Veterans' Health Care System », *Perspectives on Politics* (2015), 13 (2): 327-344.
- MORGESON, Forrest V. 2013. « Expectations, Disconfirmation, and Citizen Satisfaction with the US Federal Government: Testing and Expanding the Model, » *Journal of Public Administration Research and Theory*, 23 (2) (April 2013), 289-305 <https://doi.org/10.1093/jopart/mus012>
- MYERS, Teresa A., KOTCHER John, STENHOUSE Neil, ANDERSON Ashley A., MAIBACH Edward, BEALL Lindsey, et LEISEROWITZ Anthony . 2016. « Predictors of trust in the general science and climate science research of US federal agencies, » *Public Understanding of Science* 26 (7) 843 – 860; First Published March 8, 2016; <https://doi.org/10.1177/0963662516636040>
- NELSON M.P. et al. 2017. « Enhancing Public Trust in Federal Forest Management, » dans Olson D.H., Van Horne B. (eds) *People, Forests, and Change* (Washington, DC Island Press).
- NIELSON, Poul A. et MOYNIHAN Donald P.. 2017a. « How Do Politicians Attribute Bureaucratic Responsibility for Performance? Negativity Bias and Interest Group Advocacy, » *Journal of Public Administration Research and Theory*, 27 (2) (April 2017), 269-83. <https://doi.org/10.1093/jopart/muw060>
- NEILSON, Poul A., et MOYNIHAN Donald P.. 2017b. « Romanticizing bureaucratic leadership? The politics of how elected officials attribute responsibility for performance Governance 30 (4) (October 2017) 541-559.
- OLSEN, Asmus Leth. 2015. « Citizen (Dis)satisfaction: An Experimental Equivalence Framing Study, » *Public Administration Review* 75 (3) (May/June 2015) 469-78.

- REDDICK, Christopher G., CHATFIELD Akemi Takeoka, et JARAMILLO Patricia A.. 2015. « Public opinion on National Security Agency surveillance programs: A multi-method approach, » *Government Information Quarterly* 32 (2) (April 2015), 129-141.
- REIN, Lisa. 2014. « Millenials like government work but don't stay long, survey finds, » *Washington Post* 8 octobre 2014 ; https://www.washingtonpost.com/news/federal-eye/wp/2014/10/08/millennials-like-government-work-but-dont-stay-long-survey-finds/?noredirect=on&utm_term=.2b57cdbcc118
- RHO, Eunju, YUN Taesik et LEE Kanbok. 2017. « Does Organizational Image Matter? Image, Identification, and Employee Behaviors in Public and Nonprofit Organizations, » *Public Administration Review* 75 (3) (May/June 2015) 421-31.
- SAAD, Ludia. 2019. "Postal Service Still Americans' Favorite Federal Agency," Gallup, 13 mai 2019; <https://news.gallup.com/poll/257510/postal-service-americans-favorite-federal-agency.aspx>
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr. 1945. *The Age of Jackson* (Boston : Little, Brown).
- SCHULTZ, David. 2017. « Public Administration in the Age of Trump, » *Journal of Public Affairs Education* 23 (1) 557-62.
- SWANSON, Emily. 2014. « Veterans Administration Faces Public Opinion Crisis, Too" *The Huffington Post* , 21 mai 2014; https://www.huffingtonpost.com/2014/05/21/veterans-administration-poll_n_5366900.html
- TEODORO, Manuel P., et AN Seung-Ho. 2017. « Citizen-Based Brand Equity: A Model and Experimental Evaluation, » *Journal of Public Administration Research and Theory*, mux044, <https://doi.org/10.1093/jopart/mux044>